



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 15 septembre 2009

CONTENU

Politique commerciale américaine

Sur le chemin de la politique commerciale américaine : brouillard ou clarté?..... 1

Point de mire sur les « remèdes commerciaux »

Remède commercial : trois années de tarifs sur les pneus chinois..... 2

É.-U./Corée du Sud : le CSUSTL soulève l'enjeu des « remèdes commerciaux » 3

Études économiques et articles connexes..... 4

Politique commerciale

Sur le chemin de la politique commerciale américaine : brouillard ou clarté?

Malgré la déclaration de Ron Kirk la semaine dernière (voir Chronique du 2 septembre), certains hauts fonctionnaires (identités confidentielles) du Bureau du Représentant américain pour le commerce (USTR) prétendent que le Président Obama ne serait pas prêt à prononcer un discours important sur la formulation de la nouvelle politique commerciale américaine d'ici le prochain Sommet du G-20 à Pittsburgh. Toujours selon ces hauts fonctionnaires, lors du Sommet, le président s'exprimera « en des termes généraux » sur la place du commerce dans le « cadre plus large de la politique économique internationale ». Bien qu'il ne cache pas son empressement à l'endroit de la Maison Blanche pour qu'un mandat clair et concret sur la politique commerciale lui soit confié, le Représentant américain pour le commerce, Ron Kirk, reste tout de même désireux d'aller de l'avant avec les initiatives commerciales américaines. Même si Kirk semble toujours d'avis qu'un discours présidentiel détaillé aiderait à « propulser vers l'avant » la politique commerciale américaine, dans une rencontre le 9 septembre dernier avec le Représentant Randy Neugebauer, il a néanmoins affirmé que « le feu vert du Président » était tout ce qui lui manquait. Lors de cette rencontre, Kirk a également déclaré que le flou entourant la politique commerciale américaine pouvait s'expliquer par la juxtaposition des priorités : « l'agenda présidentiel est trop rempli en ce moment ». Effectivement, avec l'importance qu'ont prise la réforme du régime de santé publique et la question du réchauffement climatique, la politique commerciale semble avoir été « mise à l'écart » en 2009. Hormis l'importance accordée à l'équilibre des marchés mondiaux et à la diversification économique (rapport de croissance export/import), il circule actuellement plusieurs rumeurs voulant que les chefs d'État — qui se réuniront lors du prochain Sommet du G-20 — risquent de ne rien faire de plus que de réitérer les engagements pris plus tôt cette année. Rappelons que ces engagements sont : de garder les marchés ouverts; de contrer le protectionnisme; de promouvoir la libéralisation commerciale et de conclure le Cycle de Doha.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 15 septembre 2009

Il semble toutefois important de souligner que la pression que reçoit l'Administration Obama de la part des défenseurs de la législation TRADE (voir Chronique du 25 août) est aussi un élément permettant d'expliquer en partie le flou entourant la politique commerciale américaine. Cette législation prévoit en effet une réforme de la politique commerciale américaine, notamment la révision complète de tous les accords de libre-échange et pactes commerciaux des États-Unis (y compris l'ALENA et l'OMC), la renégociation des accords actuellement en vigueur qui ne respectent pas les critères établis par TRADE et la création d'un nouveau mécanisme de négociation commerciale en remplacement du *Fast Track*, redéfinissant ainsi l'autorité pour la promotion des échanges (*Trade Promotion Authority* (TPA)) de façon à accroître le rôle du Congrès tant dans la formulation des négociations que dans les négociations commerciales elles-mêmes.

Source: Editorial, « USTR Downplays Obama Trade Speech; G20 Unlikely to Focus on Trade », Inside *US Trade*, Vol. 27, No 35 - September 11, 2009, p.4

Point de mire sur les « remèdes commerciaux »

É.-U./Corée du Sud : le CSUSTL soulève l'enjeu des « remèdes commerciaux »

Dans une lettre envoyée le 9 septembre dernier au Bureau du Représentant américain pour le commerce (USTR), le Comité pour le soutien des lois commerciales américaines (CSUSTL) a exprimé son opposition aux dispositions sur les « remèdes commerciaux » (ou recours commerciaux) contenues dans l'accord de libre-échange É.-U.-Corée du Sud. En fait, les critiques faites par le CSUSTL sont pratiquement les mêmes que celles qu'il avait exprimées lorsque l'Administration Bush (père) était au pouvoir. Selon le CSUSTL, l'accord de libre-échange É.-U.-Corée du Sud risque de créer un précédent négatif, car les dispositions sur les « remèdes commerciaux » auront pour effet non pas le renforcement, mais « l'affaiblissement des mesures *antidumping* et des droits compensatoires (*countervailing duties*) des États-Unis ». De plus, le CSUSTL affirme que cet accord favorise la « manipulation politique du processus commercial ». Plus concrètement, les dispositions sur les « remèdes commerciaux » contenues dans l'accord en question prévoient : (1) des consultations intergouvernementales sur les enjeux associés aux mesures *antidumping* et aux droits compensatoires; (2) l'obligation pour les deux gouvernements d'entreprendre des consultations avec leurs entreprises exportatrices chaque fois qu'un accord de suspension ou un engagement (*undertaking*) quelconque est proposé; (3) la création d'un comité sur les remèdes commerciaux au sein duquel les deux pays pourront discuter de l'application des lois et des régulations en matière d'*antidumping* et de droits compensatoires. Selon le CSUSTL, les consultations intergouvernementales auraient plutôt pour effet de « ralentir et de politiser » le processus interne de pétition pour les remèdes commerciaux. De plus, la question des engagements (*undertakings*) risquerait « d'encourager la pénétration d'intérêts gouvernementaux étrangers dans le processus du droit commercial américain. » Aussi, selon le CSUSTL, la création



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 15 septembre 2009

du comité offrirait au gouvernement sud-coréen la possibilité « d'affaiblir l'application des lois commerciales américaines ».

Enfin, il importe de noter qu'en ce qui concerne l'accord de libre-échange É.-U.-Corée du Sud, l'Administration Obama ne s'est pas encore penchée sur la question des « remèdes commerciaux ». En écrivant cette lettre, le CSUSTL voulait s'assurer que lors de la révision complète de l'accord, les enjeux associés aux mesures *antidumping* et aux droits compensatoires seraient pris en considération au même titre que ceux entourant les dispositions sur les normes du travail, sur la protection environnementale, sur les droits humains et sur l'automobile.

Source: Editorial, « CSUSTL Raises Objections to Korea FTA Trade Remedy Provisions », *Inside US Trade*, Vol. 27, No. 35 - September 11, 2009, p. 5.

Remède commercial : trois années de tarifs sur les pneus chinois

Le 11 septembre dernier, le Président des États-Unis Barack Obama a annoncé l'imposition sur une période de trois ans de tarifs spéciaux sur les importations de pneus de fabrication chinoise. Cette décision présidentielle entrera en vigueur dès le 26 septembre 2009. La décision prévoit l'imposition décroissante de tarifs à un taux *ad valorem* de 35 % pour la première année, de 30 % pour la deuxième et de 25 % pour la troisième année. Cette décision est survenue pour donner suite à une recommandation de la Commission internationale sur le commerce

Bien que le Président ait déterminé des taux d'imposition différents de ceux recommandés par l'ITC, nous demeurons optimistes quant aux effets positifs de cette décision

— Tom Conway, Vice-président USW, 11 septembre 2009

(ITC), recommandation elle-même émise en réponse à une pétition de la *United Steelworkers Union* (USW) en rapport avec la section 421 de la loi américaine *Trade Act of 1974*. Cette loi était en effet censée protéger le marché national américain contre les stratégies économiques de certains États — le *dumping* par exemple — qui consiste à vendre un produit dans un pays étranger en deçà de son prix de vente dans le pays d'origine, et ce, de façon à pouvoir extirper cette part de marché aux concurrents déjà présents. Bien que l'ITC ait recommandé des tarifs à un taux de 55 % pour la première année, 45 % pour la deuxième et 35 % pour la troisième année, la décision fut tout de même bien reçue par la *United Steelworkers Union*. Le

Représentant américain pour le commerce (USTR) a lui aussi bien réagi à la suite de l'annonce de la décision. Kirk a spécifié que les tarifs furent calculés selon un modèle économétrique développé à partir des tendances et caractéristiques du marché mondial des pneus. Kirk a également fait remarquer qu'en prenant cette décision, le Président Obama restait fidèle à sa promesse électorale de veiller à l'application des lois commerciales américaines.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 15 septembre 2009

Sources: Editorial, « White House Announces Three-Year Tariff Increase as Chinese Tire Safeguard », *Inside US Trade*, Vol. 28, No. 36 - September 12, 2009. United Steelworkers Union, « USW Supports the President's Enforcement of Trade Laws », *Releases/Advisories*, September 12, 2009. [En ligne] : http://www.usw.org/media_center/releases_advisories?id=0216.

Études économiques et articles connexes

National Foreign Trade Council, *Council Highlights*, Washington D.C.: NFTC, August-September Issue, 2009, 20p. [En Ligne] : <http://www.nftc.org/default/council%20highlights/2009/August-September%20CH.pdf>

U.S. Department of Commerce, *U.S. Export Fact Sheet*, Washington D.C.: DoC, International Trade Administration, September 10, 2009. [En ligne] : http://www.commerce.gov/s/groups/public/@doc/@os/@opa/documents/content/prod01_08400.pdf

Chad P. Bown, « Obama Must Resist the Anti-Trade Mobs », *Financial Times*, August 28, 2009. [En ligne] : http://www.brookings.edu/opinions/2009/0828_trade_bown.aspx

Dakin Campbell, « Obama's Banking Overhaul Faces Doubt About Added Rules, Costs », *Bloomberg*, September 14, 2009.

[En ligne] : <http://www.bloomberg.com/apps/news?pid=20601208&sid=a5K6vcPtpS04>

Nicholas Johnston and Catherine Dodge, « Obama Says New Financial Rules Needed as Crisis Eases », *Bloomberg*, September 14, 2009.

[En ligne] : <http://www.bloomberg.com/apps/news?pid=20601070&sid=aDlCSVPjzqbQ>

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et Rédaction : Guillaume Mascotto

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - ceim@uqam.ca

